

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 1892.

XXXI

Amendement aux propositions relatives à l'article 56 de la Constitution, présenté
par M. Heynen

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Les quatre premières conditions de ma proposition ont déjà été adoptées :

- 1° Être Belge par la naissance, l'option ou la grande naturalisation ;
- 2° Jouir des droits civils et politiques ;
- 3° Être domicilié en Belgique ;
- 4° Être âgé au moins de trente-cinq ans.

La Commission paraît également disposée à admettre, pour le Sénat, à côté des éligibles par le cens, des éligibles de droit.

Faut-il inscrire ces derniers dans la Constitution ou simplement dans la loi ?

J'estime qu'il est préférable de fixer, par la loi, à la majorité des deux tiers des voix, le détail des différentes catégories de citoyens qui ont occupé une position importante dans notre organisation politique, judiciaire et administrative, dans les finances et dans l'armée. La société actuelle est exposée à des modifications incessantes et de nouveaux organismes nécessaires à son activité peuvent fréquemment surgir. Qui aurait dit, il y a quelques années, que nous nous trouverions aujourd'hui en présence d'un Conseil supérieur de l'agriculture et d'un Conseil supérieur de l'industrie et du travail ? Pourquoi donc nous lier les mains ?

L'honorable M. Woeste est d'avis de mentionner dans la Constitution comme éligibles :

« Les ministres, les ministres d'État, les anciens ministres, les représen-

» tant et anciens représentants, les anciens ministres plénipotentiaires ou
 » résidents, les membres retraités de la Cour de cassation et des Cours
 » d'appel, les anciens gouverneurs et députés permanents, les bâtonniers et
 » anciens bâtonniers de l'ordre des avocats, les anciens secrétaires géné-
 » raux, directeurs généraux et directeurs dans les départements ministé-
 » riels, les généraux mis à la retraite, les membres des académies, les
 » professeurs des universités libres et les anciens professeurs des universités
 » de l'État, les anciens membres de la Cour des comptes et du Conseil des
 » mines, les membres du Conseil supérieur de l'agriculture et du Conseil
 » supérieur de l'industrie et du travail. »

Je me rallie à cette énumération, bien qu'elle soit insuffisante, et tout en regrettant qu'il ne soit pas fait mention du délai pendant lequel certaines de ces fonctions doivent avoir été occupées pour rendre le titulaire éligible. J'y verrais une preuve plus certaine de capacité et d'expérience.

Outre cette première modification à la proposition de l'honorable M. Woeste, je crois utile d'en soumettre une autre à la Commission, en ce qui concerne l'éligibilité par le cens. Je rappellerai, à cet effet, les discussions qui ont eu lieu au Sénat lors de la vérification des pouvoirs de M. Coppin en 1853, de MM. Crocq et Devadder en 1870, de M. Everaerts en 1878, celles qui ont suivi la proposition de loi de MM. le baron d'Anethan et le comte de Robiano en 1853, ainsi que la motion de M. Van Vreckem en 1881. Il en résulte que l'application juridique du texte actuel du dernier alinéa de l'article 56 donne lieu à des difficultés telles qu'il est indispensable de chercher le moyen d'améliorer cet état de choses.

*
* *

Se borner, comme l'a fait la Commission du Sénat, à remplacer le chiffre de 1.000 florins par celui de 2,000 francs, sans modifier en rien le texte primitif, serait insuffisant, attendu que les défauts constatés précédemment continueraient à subsister.

La preuve en est donnée par le tableau statistique inséré aux documents parlementaires du Sénat, page 15 :

Provinces.	Population.	Nombre d'éligibles.		
		1 sur 6,000 habitants.	Avec le cens de 2,000 francs.	Complémentaires.
Anvers	699,919	116	56	60
Brabant	1,106,148	184	139	43
Flandre occidentale	738,442	123	54	69
Flandre orientale .	949,538	158	82	76
Hainaut	1,048,536	174	78	96
Liège	756,734	126	73	53
Limbours	222,814	37	18	19
Luxembourg. . . .	211,681	35	10	25
Namur	536,472	56	53	3
	6,070,284	1,009	563	446

Ainsi, dans les neuf provinces, il y aurait des éligibles complémentaires, et il n'existerait dans tout le pays aucun arrondissement où quelqu'un payant moins de 2,000 francs d'impôts directs ne pourrait être valablement élu. Cette limite, destinée à ne pas être observée, est donc fictive et dépourvue d'utilité, d'autant plus, comme l'indiquent les chiffres précédents, qu'il faudrait souvent s'en éloigner dans des proportions considérables.

Établir une règle constitutionnelle impossible à suivre ne se conçoit, il faut l'avouer, qu'à grande peine. Il est bien préférable d'avoir égard à la réalité que d'adopter un chiffre condamné par l'expérience des faits antérieurs.

*
* *

Prendre, comme on l'a dit, dans chaque province, les plus imposés, dans la proportion d'un sur 4,000 habitants, ce serait fixer d'une manière incommutable le nombre des éligibles dans chaque province et permettre le maintien d'abus qui ont été fréquents.

Toute omission — et les députations permanentes, s'inspirant de l'esprit de parti, ont souvent commis ce méfait — toute omission, dis-je, sur la liste d'un ou de plusieurs contribuables possédant les conditions requises a pour conséquence l'inscription sur la liste d'un ou de plusieurs citoyens qui, en réalité, ne sont pas éligibles.

*
* *

Selon le système de l'honorable M. de Smet de Naeyer, on inscrirait sur la liste des citoyens les plus imposés un nombre de noms égal à la proportion de 1 sur 4,000 habitants, avec une liste complémentaire dans les provinces où il y a lieu. Il y aurait une liste générale, unique pour tout le pays, comprenant pour 6,070,000 habitants 1,517 éligibles aptes à être élus dans les neuf provinces. La statistique donne 1,358 censitaires payant 1,000 francs, il en manque donc 159 et, par conséquent, le cens général serait abaissé à 900 francs.

Celui qui aujourd'hui paye le cens requis par la Constitution a un droit absolu, indéniable, tandis que la liste générale n'aurait que la valeur juridique d'un renseignement pouvant être détruit par la preuve contraire. En effet, si on démontre que, soit par des omissions, soit par des impôts portés à un chiffre trop minime, d'autres occupent le rang de l'élu devenant le 1,518^e contribuable, il n'est plus éligible, à moins que ses partisans n'établissent que parmi les 1,517 contribuables il en est payant moins d'impôts que lui. Ajoutons que tous les abus actuels sont maintenus et aggravés dans ce système puisqu'on conserve les éligibles complémentaires.

Voyons d'abord le nombre de ceux-ci :

Provinces.	Population.	Nombre proportionnel d'éligibles: 1 sur 4,000.	Avec le cens de 1,000 francs.	Complémentaires.	Excédants.
Anvers . . .	699,919	174	232	—	58
Brabant. . .	1,106,148	276	307	—	31
Flandre occ. .	738,442	184	128	56	—
Flandre or. .	949,538	237	215	22	—
Hainaut . . .	1,048,536	262	169	93	—
Liège. . . .	756,734	189	163	26	—
Limbourg . .	222,814	55	43	12	—
Luxembourg .	211,681	52	20	32	—
Namur . . .	556,472	84	81	3	—
	6,070,284	1,513	1,358	244	89

Tel serait le résultat avec le cens de 1,000 francs, un peu moindre avec celui de 900 francs; il y aurait des listes complémentaires dans six provinces.

Aux difficultés qui existent viendront s'ajouter des contestations relatives au domicile des électeurs.

Ensuite, la tâche de former la liste générale incombera à l'Administration centrale. Ce mode s'écarte du principe, jusqu'à présent suivi, par lequel on cherchait à éviter dans notre régime électoral toute intervention directe du Gouvernement.

*
* *

Pour obvier à tous ces inconvénients, nous proposons d'inscrire dans la Constitution un cens différentiel. Mais comment rechercher le cens à exiger dans chaque province ?

Avec les éligibles complémentaires, le cens différentiel existe réellement depuis que la Constitution est en vigueur. Dès 1831, il a dû y avoir dans chaque province un éligible sur 6,000 habitants. D'après cette base, il est facile de déterminer le nombre d'éligibles censitaires revenant à chaque province dans le système actuel (*voir* le tableau ci-dessus), et d'établir ensuite le chiffre du cens nécessaire pour atteindre ce résultat à l'avenir.

Pour appliquer cette règle, il existe un tableau-statistique indiquant seulement le nombre des éligibles dont le cens serait de 500 francs, de 1,000 francs, de 1,500 francs et de 2,000 francs, ce qui ne permet pas de tenir compte des chiffres intermédiaires. On arrive aux résultats suivants :

Provinces.	Population.	Éligibles 1 sur 6,000 habitants	Cens d'éligibilité par province.	Nombre d'éligibles
Anvers	699,919	116	1,500	122
Brabant	1,106,148	184	1,500	184
Flandre occidentale.	758,442	123	1,000	128
Flandre orientale .	949,558	158	1,000	215
Hainaut	1,048,536	174	1,000	169
Liège	756,754	126	1,000	165
Limbourg	222,814	37	1,000	43
Luxembourg . . .	211,681	35	500	40
Namur	556,472	56	1,500	65
	6,070,284	1,009		1,129

Ces chiffres démontrent que le résultat pratique à obtenir est parfaitement réalisable. Avec un cens fixé séparément pour chacune des provinces, on serait débarrassé des éligibles complémentaires et l'on rendrait régulier, normal, exempt de difficultés et de contestations, ce qui se fait réellement depuis soixante ans.

Ceci établi, tout Belge réunissant les quatre premières conditions précitées et payant 500 francs au trésor de l'État dans le Luxembourg y est éligible. Payant 1,000 francs, il le serait en outre dans la Flandre orientale, dans la Flandre occidentale, dans le Hainaut, dans les provinces de Liège et de Limbourg. Payant 1,200 francs, il le serait dans le pays tout entier.

Il peut aussi être apporté quelques modifications aux termes employés dans le texte actuel. Les mots : « patentes comprises » sont devenus superflus. Avant 1850, celles-ci n'étaient pas comprises dans le cens électoral, tandis qu'il en est autrement depuis cette époque.

D'après la loi et une jurisprudence constante, le cens d'éligibilité est exigible, non seulement pendant l'année de l'élection, mais aussi pendant l'année antérieure. De plus, les centimes additionnels provinciaux et communaux, depuis 1872, ne sont plus admis pour parfaire ce cens. Il convient que les termes employés dans l'article 56 ne permettent plus de provoquer les contestations qui se sont produites antérieurement et qui, chose regrettable, ont été tranchées en sens divers.

Je crois utile de mentionner que la déchéance n'est applicable qu'aux trois premières conditions. Le sénateur qui a cessé d'être belge en se faisant naturaliser à l'étranger, qui ne jouit plus de ses droits civils ou politiques, qui a pris domicile en dehors du pays, doit cesser son mandat.

C'est de droit commun. Mais l'article 56 énonce que pour être et rester sénateur, il faut, entre autres, payer le cens qu'il détermine. Cette disposition a occasionné de nombreuses controverses. La Commission ne jugera-t-elle pas opportun de donner son avis sur ce point ?

Nous proposons de modifier l'article 36 comme suit :

Pour pouvoir être élu et rester sénateur, il faut :

1° Être Belge par la naissance, l'option ou la grande naturalisation ;

2° Jouir des droits civils et politiques ;

3° Être domicilié en Belgique ;

4° Être âgé de trente-cinq ans au moins ;

5° Avoir, pendant le temps prévu par la loi, exercé les hautes fonctions ou occupé les situations importantes que la loi détermine à une majorité des deux tiers des voix, ou verser au Trésor de l'État, en impositions directes, pendant l'année courante et l'année antérieure, au moins 1200 fr., dans les provinces d'Anvers, de Brabant et de Namur ; 1,000 francs, dans celle de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, du Hainaut, de Liège et du Limbourg ; 500 francs, dans celle du Luxembourg.

Tout Belge payant 500 francs au Trésor de l'État dans le Luxembourg y est éligible. Il l'est, en outre, dans la Flandre orientale, dans la Flandre occidentale, dans le Hainaut, dans les provinces de Liège et de Limbourg, au cas où il paie en total 1,000 francs dans le royaume. Il l'est dans le pays entier s'il en paie 1,200.

HEYNEN.



Amendement aux propositions relatives à la revision de l'article 56 de la Constitution.

ART. 56.

Pour pouvoir être élu et rester sénateur, il faut :

5° Avoir, pendant le temps prévu par la loi, exercé les hautes fonctions ou occupé les situations importantes que la loi détermine à une majorité des deux tiers des voix ;

Ou verser au Trésor de l'État, en impositions directes, pendant l'année courante et l'année antérieure, au moins 1,200 francs, dans les provinces d'Anvers, de Brabant et de Namur ; 1.000 francs dans celles de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, du Hainaut, de Liège et du Limbourg ; 500 francs dans celle du Luxembourg.

Tout Belge payant 500 francs au Trésor de l'État dans le Luxembourg, y est éligible. Il l'est, en outre, dans la Flandre orientale, dans la Flandre occidentale, dans le Hainaut, dans les provinces de Liège et de Limbourg au cas où il paye en total 1,000 francs dans le royaume. Il l'est dans le pays entier s'il en paie 1,200.

HEYNEN.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

ZITTING VAN 19 NOVEMBER 1892.

XXXI

Amendement aan de voorstellen betreffende artikel 56 der Grondwet, aangeboden door den heer Heynen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

De vier eerste voorwaarden van mijn voorstel werden reeds aangenomen :

- 1^o Belg zijn door geboorte, keus of groote naturalisatie ;
- 2^o Zijne staatkundige en burgerlijke rechten genieten ;
- 3^o Zijn wettig woonverblijf in België hebben ;
- 4^o Ten minste vijf-en-dertig jaar oud zijn.

De Commissie schijnt insgelijks geneigd om voor den Senaat, benevens verkiesbaren wegens den cijns, ook verkiesbaren van rechtswege aan te nemen.

Moet men deze laatsten inschrijven in de Grondwet of enkel in de wet?

Volgens mij is 't verkieslijk dat de wet de bijzonderheden aanduide van de verschillende klassen burgers die eene gewichtige betrekking hebben bekleed in onze staatkundige, rechterlijke en bestuursinrichtingen, in financiewezen en leger, dit bij twee derden der stemmen.

De samenleving is thans blootgesteld aan onophoudelijke wijzigingen en dikwijls kunnen er nieuwe, voor hare werkdadigheid noodige organismen ontstaan. Wie zou eenige jaren geleden gezegd hebben dat we thans eenen hooger Raad voor landbouw en eenen hooger Raad voor nijverheid en werk zouden bezitten? Waarom toch zouden we ons de handen binden? De achtbare heer Woeste stelt voor als verkiesbaar te vermelden in de Grondwet :

« De ministers, de ministers van Staat, de oud-ministers, de volksvertegenwoordigers en oud-volksvertegenwoordigers, de oud-gevolmachtigde ministers

of residenten, de op pensioen gestelde leden van het Verbrekingshof en van de Hoven van beroep, de oud-gouverneurs en leden der bestendige deputatie, de staphouders en oud-staphouders van de orde der advocaten, de oud-sekretarissen generaal, bestuurders generaal en bestuurders van de ministeriële departementen, de op pensioen gestelde generaals, de leden der academiën, de professoren der vrije hoogeschoolen en de oud-professoren der Staats-hoogeschoolen, de oud-leden van de Rekenkamer en van den Raad der mijnen, de leden van den hoogereren Raad van landbouw en van den hoogereren Raad van nijverheid en arbeid. »

Met deze opsomming vereenig ik mij, ofschoon zij ontoereikend is, tevens betreurende dat het niet mogelijk is een tijdbestek te bepalen gedurende hetwelk men die ambten bekleed moet hebben om verkiesbaar te zijn. Daarin zou ik een zekerder bewijs van bekwaamheid en ondervinding zien.

Behalve deze eerste wijziging aan het voorstel van den achtbaren heer Woeste, acht ik het nuttig er aan de Commissie eene andere te onderwerpen, wat betreft de verkiesbaarheid door den cijns. Te dien einde herinner ik de beraadslagingen die in den Senaat plaats hadden, tijdens het onderzoek der geloofsbrieven van den heer Coppin, in 1853, van de heeren Crocq en Devadder, in 1870, van den heer Everaerts, in 1878, diegene welke volgden op het wetsvoorstel der heeren baron d'Anethan en graaf de Robiano, in 1853, alsmede het voorstel van den heer Van Vreckem, in 1881. Daaruit volgt dat de juridische toepassing van den tegenwoordigen tekst der laatste alinea van artikel 56 tot zulke bezwaren aanleiding geeft dat het onontbeerlijk is het middel te zoeken om dientoe stand te verbeteren.

*
* *

't Ware onvoldoende, zooals de Commissie van den Senaat gedaan heeft, alleen het cijfer van 1,000 gulden te vervangen door dit van 2,000 frank zonder in iets den oorspronkelijken tekst te wijzigen, aangezien de vroeger vastgestelde gebreken zouden blijven bestaan.

't Bewijs daarvan wordt geleverd door de statistische tabel, opgenomen in de oorkonden van den Senaat, bladzijde 43 :

Provincien.	Bevolking.	Getal verkiesbaren.		
		1 op 6,000 inwoners.	Met den cijns van 2,000 frank.	Aanyullende.
Antwerpen . . .	699,919	116	56	60
Brabant . . .	1,106,148	184	139	43
West-Vlaanderen .	738,442	123	54	69
Oost-Vlaanderen.	949,538	158	82	76
Henegouw . . .	1,048,536	174	78	96
Luik . . .	756,734	126	73	53
Limburg . . .	222,814	37	18	19
Luxemburg . . .	211,681	35	10	25
Namen . . .	336,472	56	53	3
	6,070,284	1,009	563	446

Zoo zouden er in de negen provinciën aanvullende verkiesbaren zijn, en in gansch het land zou er geen enkel arrondissement bestaan waar iemand die min dan 2,000 frank rechtstreeksche belastingen betaalt, niet geldig kon verkozen worden? Deze grens, bestemd om niet in acht te worden genomen, is dus fictief en van alle nut ontbloot, des te meer daar, zopals de voorgaande cijfers uitwijzen, men er zich dikwijls aanzienlijk zou moeten van verwijderen.

Men moet bekennen dat men maar met groote moeite kan begrijpen dat er een grondwettelijke regel wordt gesteld die onmogelijk te volgen is. Veel beter is 't te letten op de werkelijkheid dan een cijfer aan te nemen dat door de ondervinding van vroegere feiten veroordeeld werd.

*
* * *

In iedere provincie, zooals gezegd werd, de hoogst aangeslagenen nemen in de verhouding van een op 4,000 inwoners, dat ware op onveranderlijke wyze 't getal verkiesbaren in iedere provincie vaststellen en het voortbestaan van menigvuldige misbruiken veroorloven.

Iedere weglating, — en de bestendige deputatiën hebben, uit partijgees handelende, dikwijls dat misdrijf begaan, — iedere weglating, zeg ik, van een of meer schatplichtigen die de vereischte voorwaarden vereenigen, heeft voor gevolg dat er op de lijst een of meer burgers worden gebracht die eigenlijk niet verkiesbaar zijn.

*
* * *

Volgens het stelsel van den achtbaren heer de Smet de Naeyer zou men op de lijst der hoogst aangeslagene burgers een getal namen brengen gelijk aan de verhouding van 1 op 4,000 inwoners met eene aanvullende lijst in de provinciën waar het noodig is. Er zou eene algemeene, eenige lijst bestaan voor het land, behelzende voor 6,070,000 inwoners 1,517 verkiesbaren, kunnende gekozen worden in de negen provinciën. De statistiek geeft 1,358 inwoners die 1,000 frank cijns betalen; er ontbreken er dus 159 en, bij gevolg, zou de algemeene cijns tot 900 frank verlaagd worden.

Degene die thans den door de Grondwet vereischten cijns betaalt, heeft een volstrekt onbetwistbaar recht, terwijl de algemeene lijst slechts de juridische waarde zou hebben eener inlichting, die door het tegenbewijs zou kunnen vernietigd worden.

Inderdaad, indien men aantoonde dat, hetzij door weglatingen, hetzij door te laag aangeduide belastingen, andere personen den rang bekleeden van den gekozene die de 1,518^{de} belastingeschuldige wordt, dan is hij niet meer verkiesbaar, ten ware zijne voorstanders vaststellen dat er onder de 1,517 belasting schuldigen personen voorkomen die minder belasting betalen dan hij. Voegen wij hierbij dat de thans bestaande misbruiken behouden worden en vergroot in dit stelsel, vermits men de aanvullende verkiesbaren behoudt.

Laat ons eerst het getal van dezen nagaan :

Provinciën.	Bevolking.	Getal verkiesbaren in de verhouding van 4 op 4,000.	Met den cijns van 4,000 frank.	Aanvullende. Overschot.	
Antwerpen. . . .	699,919	174	232	—	58
Brabant.	1,106,148	276	307	—	31
West-Vlaanderen .	758,442	184	128	56	—
Oost-Vlaanderen .	949,538	237	213	22	—
Henegouw	1,048,536	262	169	95	—
Luik.	756,754	189	163	26	—
Limburg	222,814	55	43	12	—
Luxemburg. . . .	211,681	52	20	32	—
Namen	536,472	84	81	3	—
	6,070,284	1,515	1,358	244	89

Dit ware de uitslag met den cijns van 4,000 frank ; hij ware iets minder met dien van 900 frank ; er zouden aanvullende lijsten zijn in de zes provinciën.

Bij de reeds bestaande moeilijkheden zal men nog betwistingen hebben betreffende het domicilie der kiezers.

Verder zal de taak om de algemeene lijst op te maken aan het Middenbestuur zijn toevertrouwd, iets wat afwijkt van het tot heden gevolgde beginsel, waarbij men er zich op toelagde om in ons kiesstelsel alle rechtstreeksche inmenging der regeering te vermijden.

*
* *

Om al die ongemakken te ontgaan, stellen wij voor in de Grondwet een veranderlijken cijns te schrijven. Maar hoe den cijns vinden die in iedere provincie moet geëischt worden?

Met de aanvullende verkiesbaren bestaat de veranderlijke cijns werkelijk sedert de Grondwet van kracht is.

Sedert 1831, moest er in iedere provincie een verschiebare zijn op 6,000 inwoners.

Volgens dien grondslag is 't gemakkelijk het getal-cijnsbetalende verkiesbaren op te zoeken die aan iedere provincie in het tegenwoordig stelsel toekomen (de becijfering staat hierboven), en vervolgens het cijfer te bepalen van den noodigen cijns om voortaan tot dien uitslag te geraken.

Om dezen regel toe te passen, bestaat er eene statistieke tabel, die enkel 't getal verkiesbaren opgeeft wier cijns 500 frank, 1,000 frank, 1,500 frank en 2,000 frank zou bedragen, wat niet toelaat rekening te houden met de tusschenvallende cijfers. Door die berekeningen komt men tot den volgende uitslag :

Provinciën.	Bevolking.	Verkiezbaren 1 op 6,000 inwoners.	Cijns van verkiezbaarheid per provincie.	Getal verkiezbaren.
Antwerpen.	699,919	116	1,000	122
Brabant	1,106,148	184	1,500	184
West-Vlaanderen . .	738,442	123	1,000	128
Oost-Vlaanderen . .	949,538	158	1,000	213
Henegouw	1,048,536	174	1,000	169
Luik	756,754	126	1,000	163
Limburg.	222,814	37	1,000	43
Luxemburg.	211,681	33	500	40
Namen	336,472	56	1,500	65
	6,070,284	1,009		1,129

Die cijfers bewijzen dat de practisch te verkrijgen uitslag volkomen kan verwezenlijkt worden. Met eenen afzonderlijken cijns voor iedere provincie, zou men ontslagen zijn van de aanvullende verkiezbaren en men zou regelmatig, normaal en vrij van moeilijkheden en betwistingen maken, wat sedert zestig jaar werkelijk gebeurt.

Dit uitgemaakt zijnde, zou iedere Belg die de vier eerste bovenvermelde voorwaarden vereenigt en aan de schatkist van den Staat 500 frank betaalt, verkiezbaar zijn in Luxemburg. Als hij 1,000 frank betaalt, zou hij daarenboven kunnen verkozen worden in Oost- en West-Vlaanderen, in Henegouw, in de provinciën Luik en Limburg. Betaalt hij 1,200 frank, dan ware hij in gansch het land verkiezbaar.

Er kunnen ook eenige wijzigingen toegebracht worden aan de bewoordingen, in dezen tekst gebezigd. De woorden « patenten inbegrepen » zijn overvloedig geworden. Vóór 1830, waren deze niet in den kiescijns begrepen, terwijl het sedert dien tijd anders gesteld is.

Volgens de wet en eene gestadige jurisprudentie is de cijns tot verkiezbaarheid niet alleen eischbaar gedurende het jaar der verkiezing, maar ook gedurende het vorige jaar. Daarenboven tellen sedert 1872 de opcenten voor provincie en gemeente niet meer mede om den cijns tot verkiezbaarheid te volmaken. De in artikel 56 gebezigde bewoordingen mogen niet meer veroorloven dat de betwistingen worden uitgelokt die vroeger ontstonden en die, wat betreuwenswaardig is, in verschillenden zin opgelost werden.

Ik acht het nuttig te vermelden dat het verval maar toepasselijk is op de drie eerste voorwaarden. De senator, die ophoudt Belg te zijn door zich in een vreemd land te doen inburgeren, zijne burgerlijke of staatkundige rechten niet meer geniet, zich metterwoon buiten 't land heeft gevestigd, moet van zijn mandaat afzien.

Dat is 't gemeen recht. Doch artikel 56 zegt dat, om senator te zijn en te blijven, men onder andere den cijns moet betalen die dat artikel bepaalt. De bepaling gaf tot verscheidene betwistingen aanleiding.

Zal de Commissie niet raadzaam oordeelen hare meening over dat punt uit te drukken?

Wij stellen voor artikel 36 te wijzigen als volgt :

Om tot Senator verkozen te worden en het te blijven, moet men :

- 1° Belg zijn door geboorte, keus of groote naturalisatie;
- 2° Zijne burgerlijke en staatkundige rechten genieten ;
- 3° Zijn wettig woonverblijf in België hebben ;
- 4° Ten minste vijf-en-dertig jaar oud zijn.

5° Gedurende den door de wet voorzienen tijd de hooge ambten of gewichtige plaatsen bekleed hebben die de wet bij meerderheid van twee derden der stemmen bepaalt, of in de schatkist van den Staat, aan rechtstreeksche belastingen, gedurende het loopende en het vorig jaar, ten minste 1,200 frank storten in de provinciën Antwerpen, Brabant en Namen; 1,000 frank in Oost- en West-Vlaanderen, Henegouw, Luik en Limburg; 500 frank in de provincie Luxemburg.

Elke Belg die 500 frank betaalt in de schatkist van den Staat, in Luxemburg, is daar verkiesbaar. Hij is het daarenboven in Oost-Vlaanderen, in West-Vlaanderen, in Henegouw, in de provinciën Luik en Luxemburg wanneer hij in 't geheel 1,000 frank in het Rijk betaalt. Hij is verkiesbaar in het geheele land wanneer hij er 1,200 betaalt.

HEYNEN.

*Wijzigingen aan de voorstellen betreffende de herziening van artikel 56
der Grondwet.*

ART. 56.

Om tot senator verkozen te worden en het te blijven, moet men :

.

5° Gedurende den door de wet voorzienen tijd de hooge ambten of gewichtige plaatsen bekleed hebben die de wet bij meerderheid van twee derden der stemmens bepaalt ;

Of in de schatkist van den Staat, aan rechtstreeksche belastingen, gedurende het loopende en het vorig jaar, ten minste 1,200 frank storten in de provinciën Antwerpen, Brabant en Namen; 1,000 frank in Oost- en West-Vlaanderen, Henegouw, Luik en Limburg; 500 frank in de provincie Luxemburg.

Elke Belg die 500 frank betaalt in de schatkist van den Staat, in Luëxemburg, is daar verkiesbaar. Hij is het daarenboven in Oost- en West-Vlaanderen, in Henegouw, in de provinciën Luik en Luxemburg wanneer hij in 't geheel 1,000 frank in het Rijk betaalt. Hij is verkiesbaar in het geheele land wanneer hij er 1,200 betaalt.

HEYNEN.
